

*Document de travail du 28 09 16*

## **Le paysage politique préélectoral en septembre 2016**

### **Sommaire :**

**Introduction (page 2)**

**I Les candidatures pour la présidentielle (page 3)**

**II Des acteurs qui cherchent à promouvoir des candidats pour les législatives (page 8)**

**III Des acteurs pour qui la priorité est la réappropriation citoyenne (page 8)**

**IV Des acteurs qui travaillent sur projets et programmes politiques (page 15)**

**V Autres acteurs se situant hors échéances électorales (page 17)**

**VI Observations à ce stade pour une vision d'ensemble (page 18)**

**Annexe : Schéma représentant le paysage électoral 2017 (page 20 et 21)**

## **Introduction**

Les échéances électorales présidentielle et législative auront une importance fondamentale en 2017. Même si certains souhaitent que l'élection présidentielle au suffrage universel soit moins prégnante ou remise en cause, celle-ci est aujourd'hui un fait incontournable ; tous les citoyens et associations qui travaillent à un renouveau de la démocratie doivent composer avec cette élection – on peut même dire que certains la détournent à leur profit. Il semble que cette tendance se soit accentuée depuis l'élection précédente, et c'est le panorama, à la fois actif et désordonné, des initiatives qui préparent l'élection présidentielle 2017 que nous voulons présenter ici.

Il ne s'agit pas de donner un avis sur des candidatures, des initiatives et des mouvements, mais d'observer ce qui se passe pour apporter une appréciation sur la qualité démocratique de la préparation des élections de 2017. On notera simplement que les partis comme les organisations et les mouvements citoyens poursuivent souvent plusieurs objectifs. L'important est de discerner dans les initiatives qui se développent, qui se cherchent ou qui végètent, celles qui peuvent-être porteuses pour réussir notre mutation démocratique.

***PS Il est joint à ce document un schéma présentant le paysage préélectoral afin d'aider à s'y retrouver.***

## **Avertissement**

*Ce document de travail, non exhaustif, cherche à proposer un éclairage provisoire (fin septembre 2016) sur la façon dont se préparent les élections 2017 et à expliciter le schéma joint sur un paysage politique mouvant et complexe. Il ne s'agit donc ni d'une description définitive et complète, ni d'une analyse définitive. Sa rédaction a été réalisée dans le cadre de l'Observatoire citoyen de la qualité démocratique par Charles Cusseau,, sous la direction de Jean-Claude Devèze, avec le concours de François Dress, Claude Henry, Claire Papy, Jacques Remond et des autres membres de l'OCQD.*

## I Les candidatures pour la présidentielle

### 1) Les candidatures déjà soutenues par des partis

Il s'agit – au moins à ce stade – de Lutte Ouvrière (Nathalie Artaud), du Nouveau Parti Anticapitaliste (Philippe Poutou), de Debout la France (Nicolas Dupont-Aignan) et du Front National (Marine Le Pen).

Quoique ce ne soit pas le seul possible, ce type de fonctionnement normal pour un parti politique n'appelle donc aucune remarque sur la désignation des candidats. Par contre le PCF et l'UDI n'ont toujours pas pris position.

### 2) Les candidatures qui cherchent des soutiens citoyens

Celles-ci peuvent être distinguées selon l'importance des fonctions électives et/ou exécutives exercées auparavant par le candidat et selon la dynamique des mouvements d'appui à la candidature.

- a. Jean-Luc Mélenchon se place dès le départ comme le candidat de toute la « vraie » gauche. Il se place hors des partis (il a démissionné en 2014 du parti de gauche qu'il a cofondé en 2009) pour mobiliser les indignés à travers un mouvement citoyen « La France insoumise, le peuple souverain ». Site : <http://www.jlm2017.fr/>
- b. Arnaud Montebourg reste ambigu sur une candidature autonome ou dans le cadre de la primaire organisée par le PS. Il a lancé suite à son appel du Mont Beuvray le lundi 16 mai 2016, le Projet France (<http://www.arnaudmontebourg.fr/le-projet-france/>), un outil au service de la société civile afin de lui redonner le contrôle de la politique. « C'est la primaire des idées avant celle des candidats », chacun étant invité à s'exprimer sur les propositions formulées ou à en proposer de nouvelles.
- c. Jean Lasalle (ex MODEM) s'appuie sur La Marche Citoyenne (Site : <http://agora2017.org/marche-citoyenne/>). Ce mouvement cherche à organiser « l'écoute et l'échange » et a « pour objectif suprême de recréer les conditions qui permettent à l'Homme de retrouver l'Homme ».
- d. Henri Guaino, éliminé de la primaire organisée par LR, cherche à se présenter indépendamment.

Signalons aussi des candidatures éventuelles :

Emmanuel Macron n'a pas encore fait acte de candidature. Il a créé le 06 avril 2016 un mouvement politique ni de droite, ni de gauche « En Marche » ([www.en-marche.fr](http://www.en-marche.fr)). Ce parti en gestation (plus de 80 000 sympathisants) veut insuffler une nouvelle dynamique politique « face au blocage de la société » et du système politique. Cherchant à faire émerger de nouvelles idées pour lutter contre les crises présentes et futures, il affiche la volonté de « refonder » la société « par le bas », en faisant participer le citoyen. Après avoir déclaré le 26 juin 2016 qu'il n'était pas intéressé par une primaire de gauche, il a finalement décidé de

présenter sa démission de ministre de l'économie le 30 août afin de se consacrer à son mouvement.

- a. F Bayrou (MODEM) se veut toujours une alternative éventuelle au centre.
- b. François Asselineau, Jacques Cheminade, Henry de Lesquen, Rama Yade...

### **3) Les primaires devant permettre de désigner des candidats**

#### **a) La primaire organisée par Les Républicains**

La primaire organisée par Les Républicains, dénommée abusivement vu son organisation « primaire de la droite et du centre », ressemblera fortement à celle du PS en 2011. Deux tours seront organisés, respectivement le 20 et le 27 novembre. Il ne sera demandé aux électeurs que deux euros par tour de scrutin et de signer une charte de l'alternance dans laquelle ils indiqueront « *partager les valeurs républicaines de la droite et du centre et s'engager pour l'alternance afin de réussir le redressement de la France* ».

Ce seront sept candidats qui seront à départager : Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, François Fillon, Bruno Le Maire, JF Copé, NKM et JF Poisson (candidat du Parti démocrate chrétien, bénéficiant à ce titre d'un traitement dérogatoire lui permettant de participer à la primaire). Les participants à la primaire s'engagent chacun à se ranger derrière celui ou celle qui l'aura remporté.

La sur-médiatisation probable de l'événement, couplée au nombre important de candidats, et la position plus que privilégiée dans laquelle se retrouvera le vainqueur pour 2017, laissent présager une campagne intense pour les électeurs de droite. Il est prévu trois confrontations télévisées avant le premier tour et un duel avant le second tour.

La position vis-à-vis du vainqueur de la primaire que prendront des partis proches des Républicains comme l'UDI n'est pas encore réglée.

#### **b) La primaire du Parti Socialiste et de ses alliés**

La tenue d'une primaire à gauche reste une question sensible : certains ténors du parti socialiste, à l'image de Manuel Valls, ont d'abord déclaré que François Hollande était le candidat naturel à sa succession et qu'une primaire organisée par le PS était de ce fait inutile. Le 18 juin 2016, le conseil national du parti socialiste a voté une résolution pour désigner un candidat par la voie d'une primaire ouverte « *aux acteurs de la Belle Alliance populaire* ». Cependant, sa volonté d'être ouverte peut être mise en doute, le secrétaire général du PS (Cambadélis) ayant déclaré qu'il s'agirait d'une primaire pour « un président sortant ». Le calendrier de la primaire le (22 et 29 janvier 2017) se recoupe avec celui du président qui annoncera sa décision de se représenter en fin d'année. Comme ni le PCF, ni EELV ne veulent d'une primaire avec François Hollande, ce dernier devrait être confronté aux candidats de l'aile gauche du parti, nombreux à vouloir se présenter contre lui. Certains pensent que cela permettrait à François Hollande de bâtir le récit d'un président qui n'a pas

peur de rentrer dans la bataille et d'assumer l'exercice du pouvoir avec ses contraintes et ses limites.

A ce jour, six candidats se sont positionnés : Marie-Noëlle Lienemann, Gérard Filoche, Benoît Hamon, Jean-Luc Bennahmias, François de Rugy, Arnaud Montebourg (il s'est déclaré comme candidat à la présidentielle de 2017, mais il ne se prononcera que le 15 décembre sur sa participation ou non à la primaire socialiste. Les conditions du déroulement de la primaire et sa logistique restent à préciser.

### **c) La primaire EELV**

A la suite du renoncement de Nicolas Hulot, EELV a décidé le 09 juillet 2016, d'organiser sa primaire afin de désigner leur candidat. Elle devrait se tenir mi-octobre, par courrier. Dans un souci d'ouverture, les acteurs venant de la « société civile » et les coopérateurs ou sympathisants d'EELV qui le souhaitent, en plus de leurs adhérents, pourront voter. Pour ce faire, ils devront préalablement s'inscrire jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre et verser 5€

Cécile Duflot s'est finalement déclarée le 20 août. Les trois autres candidats sont Michèle Rivasi, Yannick Jadot et Karima Delli, tous trois euro-députés.

### **d) L'échec d'une organisation de primaires citoyennes à gauche**

-Primaire des gauches et écologistes, dite aussi Notre primaire (80 000 signataires). Site : <http://notreprimaire.fr/>

Ces initiateurs proposaient que l'élection de leur candidat se fasse sur les mêmes principes que ceux des élections présidentielles. N'importe quel citoyen peut se présenter, sous les conditions du respect d'une charte qui doit être rédigée sous peu et des conditions d'éligibilités françaises.

Cette primaire, lancée avec l'appui de Libération le 11 janvier, se voulait être «*un lieu de foisonnement intellectuel et militant, ainsi que d'innovation, tant sur le fond que sur la façon de pratiquer la citoyenneté* », l'objectif politique étant d'éviter un nouveau « 21 avril 2002 ».

Dans une lettre adressée à ses signataires le 27 mai, le comité central de cette initiative a décidé, face au manque de soutien des partis politiques, de mettre un terme à son activité principale : l'organisation d'une vraie primaire.

-Primaire de gauche (lancée par Caroline de Haas en janvier). Site : <https://primairedegauche.fr>

Il s'agissait de «*faire de la prochain élection présidentielle la conclusion d'un débat approfondi* » à gauche. Cela devait permettre aux citoyens de se réapproprier l'élection présidentielle, de réanimer le débat politique et de choisir un candidat de gauche autre qu'un candidat imposé (le président sortant).

Cette primaire comptait proposer un outil qui permettrait aux « *professionnels de la profession* » politique de renouer avec « *l'expérience sociétale et ses avancées concrètes* », et également avec la créativité intellectuelle qui se manifeste à nouveau en France.

Cette primaire stagne depuis que Caroline de Haas a préféré s'investir sur sa pétition contre la loi travail (Loi Travail : non, merci !), puis est devenue directrice de campagne de Cécile Duflot. Ce mouvement annonçait avoir près de 50 000 adhérents début juillet.

Commentaire : Ces deux initiatives se présentaient comme des alternatives crédibles aux jeux des partis de gauche et aux ambitions personnelles. La première cherchait à combiner dépassement des approches partisans et implication citoyenne, la seconde privilégiait l'approche citoyenne. Elles ont malheureusement toutes deux échouées, ce qui ne remet pas en cause leur intérêt à l'avenir.

### **e) Des primaires citoyennes pour dégager un candidat citoyen**

Les primaires citoyennes se donnent pour objectif d'organiser des primaires de l'ensemble de la société civile afin de répondre au désir de renouvellement de la politique comme des candidats afin de proposer « *une alternative crédible à l'offre actuelle* ». Nous avons repéré trois tentatives en cours :

-La Primaire des français. Site : <http://www.laprimairedesfrancais.fr/>

Lancée le 11 novembre par 6 mouvements (Cap 21, Bleu Blanc Zèbre, le Pacte Civique, Transition, Nous citoyens et Générations citoyens)<sup>1</sup>, La Primaire des français (PDF) cherche à présenter un candidat de la société civile pour 2017, un candidat citoyen qui ne soit pas un traditionnel ténor issu des partis politiques (encore que subsiste une ambiguïté avec Cap 21 et Nous citoyens qui sont des embryons de parti).

Une charte d'éligibilité et un socle commun sont disponibles depuis le 27 avril sur [leur site](#) ; ils devront être acceptés par les candidats potentiels. Une « plateforme commune » doit être disponible fin septembre. Cette primaire prône déjà la défense des valeurs comme la laïcité ou la fraternité, la protection de l'environnement, l'importance de l'Europe pour notre avenir.

Ce mouvement conditionnait sa légitimité au départ à 500 000 signatures. Il en a recueilli près de 75 000 signatures de sympathisants, pour la plupart au lancement. La primaire des français espère fédérer d'autres mouvements ou partis, trois ou quatre associations de province l'ayant déjà rejoint. Par contre, début Juillet, le succès mitigé de cette primaire a été constaté par Alexandre Jardin, ce qui a entraîné le départ de Bleu Blanc Zèbre.

---

<sup>1</sup> N.B. : Ces acteurs se sont opposés à la loi sur de nouvelles règles pour l'élection présidentielle. Les nouvelles règles de l'élection favoriseraient davantage les candidats des grands partis au détriment des petits candidats. Elles réduisent à deux semaines au lieu de cinq l'obligation d'égalité du temps de parole des candidats dans les médias audiovisuels. Les noms de tous les élus qui accordent leur parrainage à un candidat seront publiés sur le site du conseil constitutionnel.

Il est aussi prévu de désigner en octobre un candidat à l'élection présidentielle de la société civile qui serait choisi par les mouvements citoyens adhérents à la Primaire des Français. La PDF vise aussi une présentation de candidats aux législatives. Le Pacte Civique a rappelé qu'il n'avait pas vocation à présenter des candidats aux élections, mais était prêt à contribuer à approfondir le socle commun.

-La Vraie Primaire. Site : <http://www.lavraieprimaire.fr/>

Le candidat devra présenter 500 euros de frais de dossier, adhérer à la charte citoyenne du site et acquérir 1000 soutiens électroniques pour que sa candidature soit validée. Cette campagne est ouverte de mars à septembre. Les candidatures et le vote sont ouverts à tous. Ceux ayant obtenu le nombre de voix nécessaire seront qualifiés pour le scrutin qui débutera en septembre. Suivant le nombre de candidats, plusieurs tours seront organisés. Chaque électeur pourra s'exprimer pour ou contre leur candidature.

Depuis début avril, cette initiative ne propose que deux candidats dont le nombre de soutien n'a guère évolué. Ils ne sont tous deux qu'à près de 10% des signatures requises pour valider leur candidature.

-LaPrimaire.org (recherche de 100 000 signatures ). Site : <https://laprimaire.org/>

La primaire.org affiche mi septembre un peu plus de 60.000 soutiens qui doivent désigner un candidat à la présidentielle.

Le candidat pour atteindre le « seuil de qualification » devra d'abord réunir 500 signatures électroniques (un citoyen soutenant cette primaire peut proposer jusqu'à 5 candidatures) ; il devra aussi signer une charte qui défend les valeurs proposées par les initiateurs de cette primaire. Au 1<sup>er</sup> juillet 2016 et ce jusqu'en septembre 2016, les candidats ayant atteint ce « seuil de qualification » vont pouvoir se confronter, échanger avec les électeurs etc. Mi-septembre, il y avait seize candidats sur 215 qui avaient obtenu plus de 500 soutiens de citoyens.

En octobre et novembre, la phase de présélection des candidats va se poursuivre, l'objectif étant qu'il n'en reste qu'un en décembre. A la fin, tous les participants se prononceront sur chacun des candidats restants, celui ayant obtenu le meilleur score sera le candidat à l'élection présidentielle. Laprimaire.org l'accompagnera pour recueillir les 500 signatures de maires, puis, si ce gros obstacle est franchi, l'assistera dans l'organisation de sa campagne.

N.B. : En dehors des partis et des primaires citoyennes, il existe d'autres initiatives pour faire émerger une candidature à l'élection présidentielle. Notamment les deux suivantes :

-Candidature d'une personnalité médiatique issue de la société civile. (Site : <https://www.change.org/>) Cette initiative qui se veut transpolitique cherche à faire émerger un candidat issu de la société civile. Il s'agirait ensuite de « lancer un processus constituant pour une nouvelle République, ainsi que d'amorcer une transition écologique et sociale ». On retrouve, pour appuyer cette démarche, diverses organisations comme Utopia, le candidat espéré étant pour beaucoup Nicolas Hulot qui a renoncé le 5 juillet.

-Société civile 2017, (site : [www.societecivile2017.fr/](http://www.societecivile2017.fr/)) association de droite, fondé par Michel Guénaire. Il défend les valeurs d'une démocratie participative et a également la volonté de renouveler les candidats à l'élection présidentielle. Leur programme est caractérisé par une centaine de propositions au sein d'un texte : « la Grande France ». Parmi elles on retrouve des idées allant de l'instauration d'un régime de retraite par points à la création de mille « maisons de services publics », ou encore de la modernisation de l'action démocratique en instituant notamment un référendum d'initiative citoyenne.

## **II Des acteurs qui cherchent à promouvoir des candidats pour les législatives**

De nombreux acteurs de la vie politique pensent que les élections législatives sont très importantes, en particulier pour disposer de députés capables de promouvoir des réformes pour faire de la Politique autrement (par exemple en passant à une sixième république). Par ailleurs un président sans parti est isolé et faible par rapport aux assemblées. Enfin certains petits partis et mouvements ayant présenté des candidats aux dernières élections régionales ont constaté qu'il fallait s'unir pour ne pas disperser les voix de ceux qui veulent voter pour des candidats citoyens.

Un acteur préfère se mobiliser pour « hacker » le pouvoir législatif : #MaVoix. (Site : [www.mavoix.info/](http://www.mavoix.info/))

Ce collectif a pour ambition de « hacker » les élections législatives de 2017 en faisant élire des candidats citoyens, cela afin de permettre l'émergence d'une démocratie participative où les élus voteront les lois en fonction de l'avis de leur électorat (une consultation populaire pour chaque texte). Les électeurs votent, pour ou contre, et le député se fait le porte-parole à l'Assemblée de la position majoritaire. Il est un « prolongement de notre volonté individuelle ». Ce mouvement est ouvert à tous les citoyens, de tout horizon politique, et se veut également un espace de discussions et de débats. Il ne s'agit pas d'une démarche politique mais plutôt d'un outil. L'élection se fait par tirage au sort.

Le processus fut expérimenté à Strasbourg du 22 au 29 mai dans le cadre de l'élection législative partielle. Le 18 avril, un tirage au sort entre 18 candidats leur a permis de dégager un candidat. Cependant, cette démarche novatrice ne fut pas couronnée de succès, le candidat retenu n'ayant recueilli que 4,25% des voix (environ 600 votants).

## **III Des acteurs pour qui la priorité est la réappropriation citoyenne**

### **1) De multiples initiatives citoyennes qui continuent ou apparaissent**

Elles sont présentées ci-après dans un ordre aléatoire (l'idéal serait un ordre chronologique et une pondération de leur présentation tenant compte de leur vitalité actuelle).

-Collectif Pouvoir d'Agir. Site : [www.pouvoirdagir.fr/](http://www.pouvoirdagir.fr/)



Composé de seize réseaux nationaux, de chercheurs, militants, intellectuels ou encore de collectifs locaux, ce collectif a la volonté d'être « *un espace d'échanges, de mise en réseau et d'appui, de réflexion et d'action* », tout en étant ouvert à tous. Il ambitionne de développer les mobilisations citoyennes de terrain, mais aussi de convaincre et/ou faire des propositions aux pouvoirs publics.

Avec d'autres organisations (CXXI, IRDSU, UNADEL, CPA..), il organise des journées de Fabriques d'Initiatives Citoyennes (FIC) dont la prochaine aura lieu le samedi 19 novembre.

-ATTAC. Site : <https://france.attac.org/>

ATTAC se veut être « un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'éducation citoyenne ». Alter-mondialiste, il multiplie les actions militantes afin de se mobiliser contre « *l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde* », cela dans un objectif de « *prise de pouvoir par le citoyen* » grâce à la construction de convergences entre mouvements sociaux. Ce mouvement est présent dans plus de quarante pays, et lutte quotidiennement « contre les ravages du néolibéralisme ».

-Conseil d'urgence citoyenne. Site : <https://www.facebook.com/citizenact/>

En réponse à la prolongation de l'état d'urgence, au choix « du tout répressif et de la surveillance généralisée qui transforme l'état de droit en état policier » et dans l'esprit de retrouver « *le discours de l'égalité et une parole publique respectueuse des différences, ce mouvement cherche à constituer « un conseil de vigilance citoyenne* ». Il prendrait la forme de comités locaux qui seraient des lieux de débat et dont l'objectif serait « *de s'opposer au nom de l'état de droit au projet de réforme constitutionnelle relatif à l'état d'urgence et à la déchéance de nationalité* », de lutter contre le terrorisme par des moyens éducatifs, sociaux et judiciaires, de « *nous mobiliser pour renforcer l'indépendance et les prérogatives de notre système judiciaire* », ou encore « *de démocratiser nos institutions en mettant le citoyen au cœur de la prise de décision politique* ».

-DiEM25. Site : <https://diem25.org>

Ce mouvement pro-européen, s'il rappelle les succès de l'Union Européenne et sa nécessité pour les peuples qui la composent, dénonce son caractère non-démocratique et technocratique qu'il entend corriger par une série de propositions. Il lui « *donne 10 ans : horizon 2025* » pour que l'Union se démocratise et empêcher que « *les pouvoirs autocratiques de l'Europe ne réussissent à étouffer la démocratisation* » et finissent par la détruire.

Pour ce faire, il réclame une transparence des plus complètes en ce qui concerne la prise de décision (diffusion en direct des réunions, comme celles de l'Eurogroupe), il demande pour faire face à la crise économique actuelle que l'Europe confère, par une série de mesure, plus de moyens d'actions aux gouvernements des Etats tout en limitant les « *prérogatives*

*arbitraires de Bruxelles* », il propose la création d'une Assemblée constituante dans les deux ans.

-Le Collectif de la Transition Citoyenne. Site : <http://www.transitioncitoyenne.org/>

Regroupant différents mouvements citoyens comme LaNef, Les Amis de la Terre ou encore Attac, ce mouvement a pour objectif « *d'engager les élus à adopter des mesures simples afin de favoriser la création d'un espace partagé entre élus et citoyens pour discuter, élaborer et concrétiser les alternatives pour une transition écologique et sociale* ». Il propose pour ce faire une méthode en quatre étapes, détaillées sur leur site. En parallèle, et en complémentarité de cette action, il organise, chaque année depuis 2013, une journée de la Transition au cours de laquelle les citoyens sont invités à s'engager (le 24 septembre en 2016). Elle permet également d'amplifier la visibilité des initiatives locales comme La Belle Démocratie et de mettre en œuvre des « *projets concrets pour impacter durablement* » ou encore « *d'amplifier les synergies locales* ».

-36 000 listes participatives dans 36 000 communes pour les élections municipales de 2020. (Exemple de Saillans).

Son objectif est « *d'accompagner l'émergence de 36 000 listes participatives dans les 36 000 communes françaises pour les prochaines élections municipales en mars 2020* ». Cette initiative est inspirée la commune de Saillans : une liste « collégiale » y a effectivement remporté les municipales en mars 2014 ; « *les habitants impliqués dans la démarche ont ainsi entièrement repensé le fonctionnement de la mairie, en s'appuyant sur des méthodes d'animation issues de l'éducation populaire* », d'où un projet municipal se co-contruisant entre élus et habitants.

-La Belle Démocratie, anciennement « Processus Vogüé ».

Le Processus Vogüé s'est mis en place afin d'étendre l'initiative précédente et de la mettre en perspective avec d'autres. Ce projet vise une « réappropriation du pouvoir » par le citoyen. Il s'agit de relier les citoyens en partant de la base et des organisations citoyennes. Le nom définitif de cette initiative (celui de Processus Vogüé étant provisoire) a été adopté lors du week-end du 03 au 05 juin 2016 dans le Trièves. Elle s'est dotée d'une nouvelle charte-Manifeste. Ainsi, « La Belle Démocratie » prône « la création d'une société vivante, solidaire et bienveillante », qui déclare que le « bien-être de l'individu est l'unité de base de toute expérience collective ». Elle a pour ambition de faire travailler ensemble ses adhérents afin de rédiger son programme, « inventer ensemble les moyens d'en finir avec la politique-spectacle », ou encore de lutter contre « toutes les formes de simulacre démocratique qui étouffent le pouvoir citoyen ».

Une fiche pratique « Créez une Assemblée locale » a été proposée afin d'aider les groupes d'habitants à multiplier l'exemple de Saillans.

Voir le site : <http://www.seraphinesmood.com/index.html>

Parmi ses initiateurs, nous pouvons retrouver #MaVoix, Alternatiba, Nous la majorité ou encore Conférence Citoyenne 2017.

-Nous la Majorité. Site : <http://nouslamajorite.fr/>

Ce mouvement s'adresse « *aux abstentionnistes, aux anti-système, aux indignés, aux « votants désespérés* » et à tous les partisans d'une renaissance de la démocratie et les appelle à s'unir pour restaurer l'intérêt commun, développer le pouvoir d'agir de tous et construire l'alternative citoyenne pour 2017 ». Pour ce faire, il propose la création d'assemblées locales constituantes à l'échelle des « quartiers et des villages ». Depuis début avril, ce mouvement s'est rapproché du processus Vogüé devenu la Belle démocratie.

-Les Jours heureux-Le Pacte. Site : <http://lesjoursheureuxlepacte.fr/>

Il se veut être une réactualisation du programme « Les Jours Heureux » du Conseil National de la Résistance (CNR) ». Il cherche à renouer avec leur état d'esprit, solidaire et démocratique, et l'adapter aux enjeux actuels.

Le pacte, rédigé par des co-auteurs reconnus dans leur domaine comme Marie-Monique Robin, Joël Spiroux ou encore François Ruffin, compte présenter un ensemble de propositions de loi, afin de promouvoir l'intérêt général.

Il souhaite ensuite que les idées développées dans ce pacte soient intégrées dans les programmes de candidats et qu'ils les mettent en œuvre par la suite. De multiples événements festifs ou artistiques permettront de le promouvoir auprès de la population et des mouvements politiques. Plus d'un million de signatures seront nécessaires afin de lui donner une véritable force.

Un agenda : les « 100 jours de la Vème République », servira à surveiller la bonne application des propositions par le candidat vainqueur, si, au préalable, il s'était engagé à les respecter.

-Engage. Site : <http://engage.world/>

Ce mouvement a pour objectif de réinventer « *notre système par l'action collective* ». Il cherche « à engager concrètement la société civile dans la transition sociétale, environnementale et économique ». Pour ce faire, il dispose de trois plate-formes : Engage Network qui vise à enrichir avant tout la réflexion, Engage University qui vise le développement personnel et la compréhension des enjeux, et Engage Action qui vise le

développement de projets. 10 projets ont bénéficié de l'aide de ce mouvement à ce jour, comme Entourage (« réseaux civiques de citoyens pour un entourage plus fraternel et efficace des personnes vivants dans la rue ») ou encore 90 jours (« un assistant personnel qui accompagne les personnes au quotidien pour mettre en pratique leur prise de conscience écologique »). Il organise également des événements comme 10 engage camps, 2 engage days et 1 engage fest.

-La vague citoyenne. Site : <http://lavaguecitoyenne.fr/>

Ce « parti » politique citoyen et participatif est né dans le Sud-Ouest lors des dernières élections régionales où il a présenté des candidats. Il déclare dans sa charte qu'il agit « dans tous les domaines de la société » et œuvre pour l'unité populaire, l'implication citoyenne, la parité, etc.

Il cherche à participer aux élections locales ou nationales pour récupérer la politique « *afin de la mettre au service des personnes* ». Il ne renonce cependant pas aux autres moyens d'actions : activisme physique et sur les réseaux, pétitions, relations et collaborations avec des collectifs et mouvements citoyens nationaux et internationaux, etc.)

-Tables rondes citoyennes. Site : <http://framacalc.org/6fEtDihs8Y>

Ce groupe est animé par des anciens de Nouvelle Donne et compte organiser des débats cet automne. Les inscriptions pour y participer se feront sur leur site.

*N.B : Il existe de nombreuses autres initiatives comme Regards Citoyens, la Maison des Citoyens, la promotion de la Fraternité...*

## **2) Des organisations privilégiant la reliance et la promotion de l'outil numérique**

-Pouvoir citoyen en marche. Site : <http://eg-pouvoir-citoyen.org/>

Il s'agit d'une « *plate-forme de rencontre et d'échanges, un lieu d'interconnexions, une dynamique de co-construction entre tous les réseaux et les collectifs qui contribuent à régénérer la démocratie et le vivre ensemble* ». Pouvoir citoyen en marche est le nouveau nom des Etats généraux du pouvoir citoyen lancé à la bourse du travail à Paris le 12 octobre 2013.

La société civile est riche de nombreux mouvements qui visent à redonner sens à notre démocratie, mais « *ces nombreuses initiatives sont encore dispersées, non reliées, et avancent trop souvent dans la méconnaissance les unes des autres* ». Pouvoir Citoyen en Marche

cherche à organiser la reliaison entre les différentes organisations de la société civile et à faire société civile avec le monde politique, les médias, etc., : « *l'enjeu n'est pas d'exclure une catégorie d'acteurs au profit d'un autre, mais il s'agit, ensemble, citoyens, mouvements de la société civile, politiques, médias, entreprises, ... de se parler, de s'écouter et de dépasser nos désaccords pour créer le futur qui est à inventer* ». Il s'agit de « *développer les synergies et les coopérations, inviter chaque collectif à avancer en intégrant une meilleure connaissance des autres actions citoyennes qui se déploient sur les mêmes territoires* » et combler « *le fossé aujourd'hui grandissant entre les projets politiques et les actions citoyennes* ». Ce collectif cherche à contribuer à la réappropriation de « *notre pouvoir citoyen* ».

Des groupes, comme le Pacte Civique, le Collectif Roosevelt, le labo ESS, Dialogue en humanité, etc. en font partie.

Pouvoir citoyen en marche a commencé son travail de reliaison en vue des échéances électorales 2017 en organisant des rencontres avec des organisations et initiatives voulant faire de la politique autrement le 10 février et le 23 mars 2016.

-Pacte Civique. Site : <http://www.pacte-civique.org/>

Le Pacte civique cherche aussi à relier les différents acteurs de la société civile afin d'agir de manière concertée pour améliorer la qualité de notre démocratie. Il souhaite multiplier les actions et les initiatives concrètes afin de redonner son pouvoir au citoyen. Pour ce faire, il dispose notamment d'un Observatoire Citoyen de la Qualité Démocratique (OCQD) qui étudie la qualité démocratique des actions citoyennes et politiques ainsi que des institutions, et fait, le cas échéant, des propositions sur les manières de les améliorer.

Cependant, s'il a une volonté d'être un organisme de reliaison, il est également un « think tank » et un « do-tank ».

Parmi ces premiers engagements dans la préparation des échéances électorales de 2017, notons :

-son implication dans le lancement de la Primaire des français ;

-sa participation à Pouvoir Citoyen en Marche ;

-la signature dans le JDD de la tribune « *Faisons vivre les places de la République* » le 15 février et dans Libération « *Retiens la nuit* » le 25 avril.

-ses travaux sur le projet politique à promouvoir à l'occasion des échéances électorales.

-la publication d'un livre « *Réussir la mutation démocratique* » ( à paraître chez Chronique sociale mi-décembre).

-Synergie Démocratique. Site : <https://synergiedemocratique.wordpress.com/>

Son projet est « *de se faire rencontrer tous les mouvements politiques qui fonctionnent ou souhaitent fonctionner en démocratie réelle* ». Il est question ici de « *former un écosystème cohérent fonctionnant grâce à la synergie entre ces organisations* ». Son objectif est avant tout de mettre en relation les différents acteurs, les citoyens entre eux et avec les mouvements politiques, afin de promouvoir l'émergence d'une démocratie réelle. Il s'agit à la fois d'un organisme de reliaison et d'une rampe de lancement éventuel pour présenter un candidat.

-4<sup>ème</sup> Chambre. Site : <http://jeudutao.fr/>

Il s'agit de relier et de réconcilier les citoyens, les hommes politiques etc. par un moyen innovant : le jeu du Tao, basé sur cette philosophie venant d'Asie où l'écoute et l'entraide sont les conditions de la victoire. Il vise une meilleure connaissance de soi-même et des autres afin de permettre à chacun de réaliser ses objectifs et de mener une vie plus heureuse. Une assemblée constitutive 4<sup>ème</sup> chambre est en cours de création et aura pour projet de faire émerger des assemblées citoyennes dans toute la France. Une première assemblée citoyenne pourrait prochainement voir le jour dans les Hauts-De-France.

-Faisons vivre les places de la République :

Suite à une tribune publiée dans Le Journal du Dimanche du 14 février 2016, les organisations signataires (quinze syndicats, mutuelles et associations dont la CFDT, La Fondation Nicolas Hulot, le Pacte Civique, la FAGE, la ligue de l'enseignement, etc.) ont décidé de se réunir le 30 septembre pour organiser des « parcours » pour élaborer des propositions.

-Démocratie Ouverte. Site : <http://democratieouverte.org/>

Cet organisme cherche à mettre en réseau « *les innovateurs démocratiques tout en permettant aux citoyens de faire entendre leur voix et de gagner en pouvoir d'agir* ». Il se veut également être force de propositions aux élus et aux administrations pour les aider à gagner en légitimité et en efficacité, tout en essayant d'innover dans la manière de faire de la politique.

Le 08 juin dernier, dans le cadre de l'événement Civic tech et Innovations Démocratiques, à Paris, la 27<sup>ème</sup> Région et Démocratie Ouverte ont tenté de dresser une cartographie des innovations démocratiques et ont présenté les mouvements citoyens qui agissent dans ce sens. Des initiatives comme Alternatiba, Voxe ou encore Stig ont été présentées.

-Territoires Hautement Citoyens (en lien avec Démocratie ouverte). Site : <http://www.territoires-hautement-citoyens.fr/>

Cet organisme est un réseau dont l'objectif est « *de partager les bonnes pratiques, de relier les élus et les agents publics engagés dans une transition démocratique locale, de mettre au*

*point une méthode pour installer une dynamique d'amélioration continue de la démocratie et de l'engagement citoyen sur le territoire, ainsi que de la création d'un label pour mettre en valeur les meilleures pratiques démocratiques des territoires et récompenser l'action des collectivités ».*

Il accompagne et met en réseau les territoires dans leur transition démocratique vers une citoyenneté active au service de l'intérêt général.

-Capacitation-citoyenne. Site : <http://www.capacitation-citoyenne.org/capacitation.php>

Composé d'une centaine de collectifs (d'habitants, de quartiers, de chômeurs etc.), cet organisme multiplie les actions collectives afin d'améliorer les conditions de vie sur le territoire où il se trouve. Capacitation est un terme qui renvoi à « une mise en capacité », afin de créer du collectif et de renforcer les compétences de chacun. Il veut également être un « révélateur » des actions locales et de créer du lien entre elles.

-Pas sans nous. Site : <http://passansnous.fr/>

Il s'agit d'un organisme créé après le rapport « Pour une réforme radicale de la politique de la ville ». Il veut que les habitants y soient associés. Pour ce faire, elle « *constitue une plateforme d'échanges et de discussions entre les acteurs des quartiers populaires en vue d'assurer la représentation des habitants dans les instances décisionnaires* ».

-Des outils numériques de reliance

Certains ont été évoqués ci-dessus comme Primaire.org. D'autres font du lien autour de pétitions comme change.org.

NB : Des essais de coopération se multiplient sans forcément aboutir comme celle entre les Colibris ; la Fondation Nicolas Hulot et Emmaüs.

## **IV Des acteurs qui travaillent sur projets et programmes politiques**

### **1) Rédaction d'un programme présidentiel**

-Projet 2017. Site : <http://www.projet2017.fr/>

Il s'agit de rédiger un programme citoyen qui représente le plus grand nombre pour 2017. La première action serait la rédaction d'une nouvelle constitution et la deuxième de créer un certain nombre d'outils pour pouvoir réaliser les attentes de chacun. Pour ce faire, Projet 2017 ambitionne de gagner les élections. Cependant il n'est pas question de présenter « un candidat » mais bien un programme afin de constituer une nouvelle république, une république citoyenne, pour la France.

**-100 jours pour que la France réussisse : Tout peut changer en 2017. Jacques Attali.**

Ce livre présente une centaine de propositions à destination du futur président de la République. Il s'agit d'un programme qu'il devrait mettre en place, selon Jacques Attali pour redresser le pays et redonner confiance en l'avenir de la France. Il est le fruit d'une collaboration entre Jacques Attali, son groupe France2022 et des internautes.

Parmi ces propositions, nous pouvons par exemple retrouver la nécessité de changer le regard de la France sur ses Outre-mer, de revenir au septennat, d'alléger le Parlement et le ramener à 200 députés et 50 sénateurs ou encore de créer un Parlement de la zone euro.

**-France Stratégie. Site : <http://www.strategie.gouv.fr/>**

France stratégie, organisme rattaché au premier ministre, prépare en concertation avec des acteurs divers, des dossiers pouvant être utile à l'élaboration de programmes politiques pour les élections.

**N.B** : Des éléments partiels de programme sont aussi préparés au sein de multiples instances.

## **2) Elaboration de projets politiques pour faire de la politique autrement**

De nombreux mouvements citoyens présentés ci-dessus (Pacte civique, les jours Heureux, etc.) proposent des projets, en particulier en matière de la façon de faire de la politique autrement et de réussir une mutation démocratique. Citons deux autres exemples :

**-Manifeste convivialiste.**

Une centaine d'intellectuels ont signé le manifeste convivialiste. Ce mouvement « *concourt à la recherche de principes permettant aux êtres humains à la fois de rivaliser et de coopérer, dans la pleine conscience de la finitude des ressources naturelles et dans le souci du partage et du soin du monde.* » Ces principes sont « *des principes de commune humanité, de commune socialité, d'individuation, d'opposition maîtrisée...* ». Il s'agit d'être un réservoir d'idées destiné à débloquent l'imagination et le jeu politique institué, cela afin de proposer un avenir souhaitable par tous ou le plus grand nombre.



Un livre, intitulé *Eléments d'une politique convivialiste*, a été édité en juin par les éditions Le Bord de l'eau. L'objectif est de proposer des pistes et des solutions pour dessiner les contours d'une autre politique. Préparé par Alain Caillé, il s'appuie sur une cinquantaine de contributions (Edgar Morin, Jean-Baptiste de Foucauld, Patrick Viveret, Claude Alphantery, Jean-Claude Devèze, Jean-Pierre Worms, etc.) présentant chacune trois propositions.

-Pour un Big-Bang des politiques jeunesse. Site : <http://www.bigbangjeunesse.net/>

Plusieurs organisations de jeunes, telles que l'UNHAJ (Union Nationale pour l'Habitat des Jeunes), ou encore l'ANACEJ (Association Nationale des Conseils d'enfants et de Jeunes), se sont réunies avec la CNAJEP (Comité pour les relations Nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire) afin de proposer une série de solutions, essentiellement contre le chômage qui touchent les personnes de cette tranche d'âge.

Pour ce faire, ils proposent une série de mesures qui permettraient de mener une politique pour la jeunesse ambitieuse. C'est pourquoi, ils suggèrent de « rompre avec la logique des dispositifs, de renforcer l'approche globale, de clarifier la déclinaison territoriale et d'améliorer le dialogue et la co-construction ». Cela se traduit, par exemple, par la volonté de « démocratiser l'accès de tous les jeunes à la mobilité et mettre en place la reconnaissance des acquis de cette expérience », ou encore de « mettre en place un réel service public de l'information, de l'orientation et de l'accompagnement des jeunes ».

**N.B :** Il faut noter que des films comme *Demain* crée un climat propice à un changement de société.

## **V Autres acteurs se situant hors échéances électorales**

De nombreux acteurs (y compris dans ceux cités au III et IV) n'ont pas fait des élections de 2017 leur priorité.

-Nuit Debout. Site : [www.nuitdebout.fr/](http://www.nuitdebout.fr/)

Ce mouvement citoyen plus ou moins spontané (influence de Fakir, du DAL, des opposants à la loi travail etc.) se veut ouvert à tous, créatif, informel, indépendant, éveilleur de conscience, etc. Il a occupé le 31 mars la place de la République. Inspiré du mouvement Podemos, il propose à chaque citoyen de se réunir sur les places et de discuter des enjeux actuels pour agir ensemble en opposition au système, pour développer les solidarités et pour combattre les clivages.

Avant l'été, le mouvement semble s'être essoufflé, l'assemblée générale a « levé le camp », « les curieux » ont été moins nombreux, ses déclinaisons de Radio Debout à Banlieues debout, ont cessé d'exister, ses différentes commissions se réunissent moins.

Leur site reste cependant actif, avec notamment un nouvel appel à mobilisation pour le 14 juillet et une rentrée plutôt réussie le 1<sup>er</sup> septembre sur la place de la République. Son agenda de rentrée a été largement diffusé sur les réseaux sociaux et prévoit notamment le 4 septembre de préparer de nouveaux projets « *dans les domaines démocratiques, économiques et écologiques* ». Peu de monde était place de la République le 24 septembre pour la journée de la transition citoyenne.

-On vaut mieux que ça. Site : [www.onvautmieux.fr/](http://www.onvautmieux.fr/)

Ce groupe se veut être un « déclencheur de paroles », c'est-à-dire un relais et non un porte-parole des citoyens. Ces derniers peuvent ainsi s'exprimer librement et cela dans le but de permettre à chacun de réinvestir l'espace public. Il s'adresse plus particulièrement à ceux « qui ont mal au travail ». Il se voit comme un relais multimédia critique et populaire.

-Alternatiba. Site : <https://alternatiba.eu/>

L'objet de ce mouvement est d'organiser dans toute l'Europe, entre 2015 et 2016, des événements festifs afin de mobiliser la société face au danger du réchauffement climatique. Avec une tournée dans plus de quatre-vingt villes de France et d'Europe, des centaines d'initiatives furent présentées afin d'éveiller les consciences et de changer les comportements.

Commentaire : Ces mouvements contestataires visent par leurs actions à « faire bouger » nos politiques et notre démocratie, et ce dans une optique citoyenne. Une de leurs difficultés est d'y faire coopérer des tendances plus réformistes souhaitant remédier aux dérives de notre système, les tendances plus révolutionnaires voulant le changer et celles antisystème.

## **VI Observations à ce stade pour une vision d'ensemble**

A ce stade, nous pouvons noter :

- Le paysage pré-électoral apparaît, à ce jour tout au moins, plus présidentiel que législatif, ce qui conforte l'image de l'élection présidentielle comme étant l'élection reine qui formate le paysage politique. Cela est d'autant plus problématique que cela rend difficile le nécessaire rééquilibrage entre les pouvoirs de l'exécutif du parlement et du citoyen. « Corriger » cette asymétrie apparaît difficile compte tenu du fait que nos institutions ne sont plus forcément adaptées d'une part pour faire de l'élection un processus constructif, d'autre part pour favoriser l'exercice continu et interactif de la démocratie.
- Les partis politiques et les candidats occupent le terrain médiatique et politique face à des tentatives trop dispersées de la « société civile », même si des tentatives s'appuyant sur les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) permettent un travail en réseau des citoyens.

- Le paysage politique manifeste une réelle difficulté à se renouveler, aussi bien sur les idées et les méthodes que sur les personnes.
- Le tripartisme en train de s'installer remet en cause un système conçu pour une alternance droite-gauche.
- Les péripéties de la campagne électorale et la volonté de certains candidats d'occuper l'espace médiatique en allant jusqu'à l'outrance nuisent à la tenue de débats de fond sur les choix à effectuer et les questions à trancher.

Cette campagne n'a pas, jusqu'à maintenant, permis d'assainir le climat politique et de lutter contre le désabusement des citoyens, mis à part quelques minorités militantes. Ils peuvent ainsi se placer dans une position de rejet, plutôt que de participation à la construction d'une nouvelle démocratie en France qui leur donnerait une plus grande place.

Il faut cependant noter des points positifs :

- émergence et renforcement des mouvements citoyens qui essaient de se relier, de travailler en réseau, de s'inscrire dans la durée (voir intérêt pour les municipales de la Belle démocratie par exemple) ou dans le monde (voir altermondialisme)
- émepleur des questionnements sur notre avenir politique (touche divers publics, intéresse les médias de qualité, fait l'objet de livres comme ceux du Pacte civique, des convivialistes, des jours heureux...).

Des questions restent à approfondir en termes de qualité démocratique des processus en cours :

- Intérêt et limites du recours à des primaires de partis (organisation du processus, valeur des candidats désignés, qualité du débat démocratique),
- Intérêt et limites des tentatives d'émergence de candidatures citoyennes (comment un élu soutenu par les citoyens pourra exercer la fonction présidentielle sans parti, sans relations internationales, sans soutien d'élus... ?),
- Pas d'émergence de leader qui rassemble sur une vision et un projet et difficulté du renouvellement politique,
- Poids disproportionné de la campagne pour la présidentielle par rapport à celle pour les législatives,
- Longueur de la campagne présidentielle par rapport à un mandat de cinq ans,
- Mauvaise prise en compte de ceux qui ne veulent pas ou plus voter.

Tout ceci est préoccupant à un moment où notre pays est confronté à la nécessité des réussir des mutations, des changements de paradigme non seulement sur le plan démocratique, mais aussi économique, géopolitique, écologique... Attention de ne pas décevoir une fois de plus des citoyens en attente et de mal utiliser des campagnes électorales qui doivent servir à améliorer la qualité de notre vie démocratique.



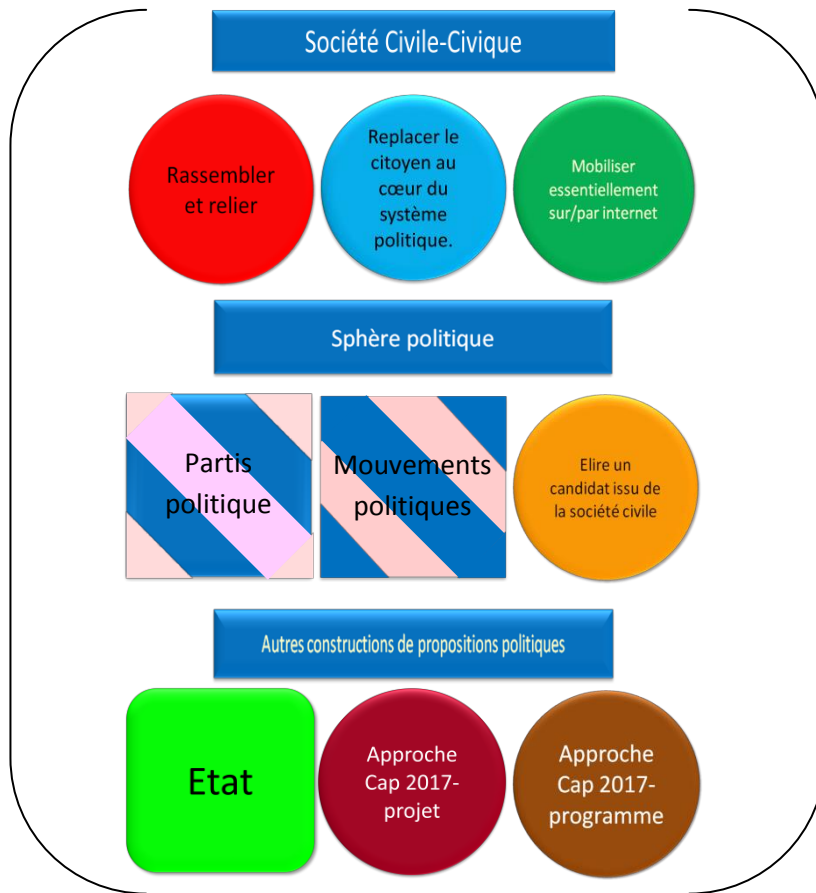


PENSER, AGIR AUTREMENT EN DÉMOCRATIE  
& INVENTER UN FUTUR DÉSIRABLE POUR TOUS

# le pacte civique

O.C.Q.D (Observatoire Citoyen de la Qualité Démocratique)

Le nouveau paysage pré-électorale 2017 (schéma simplifié provisoire)



## Légende



Rassembler et relier
Replacer le citoyen au cœur du système politique
Mobiliser essentiellement sur/par internet
Elire un candidat issu de la société civile
Groupes politiques de gauche
Groupes politiques de droite
Autres partis/mouvements politiques

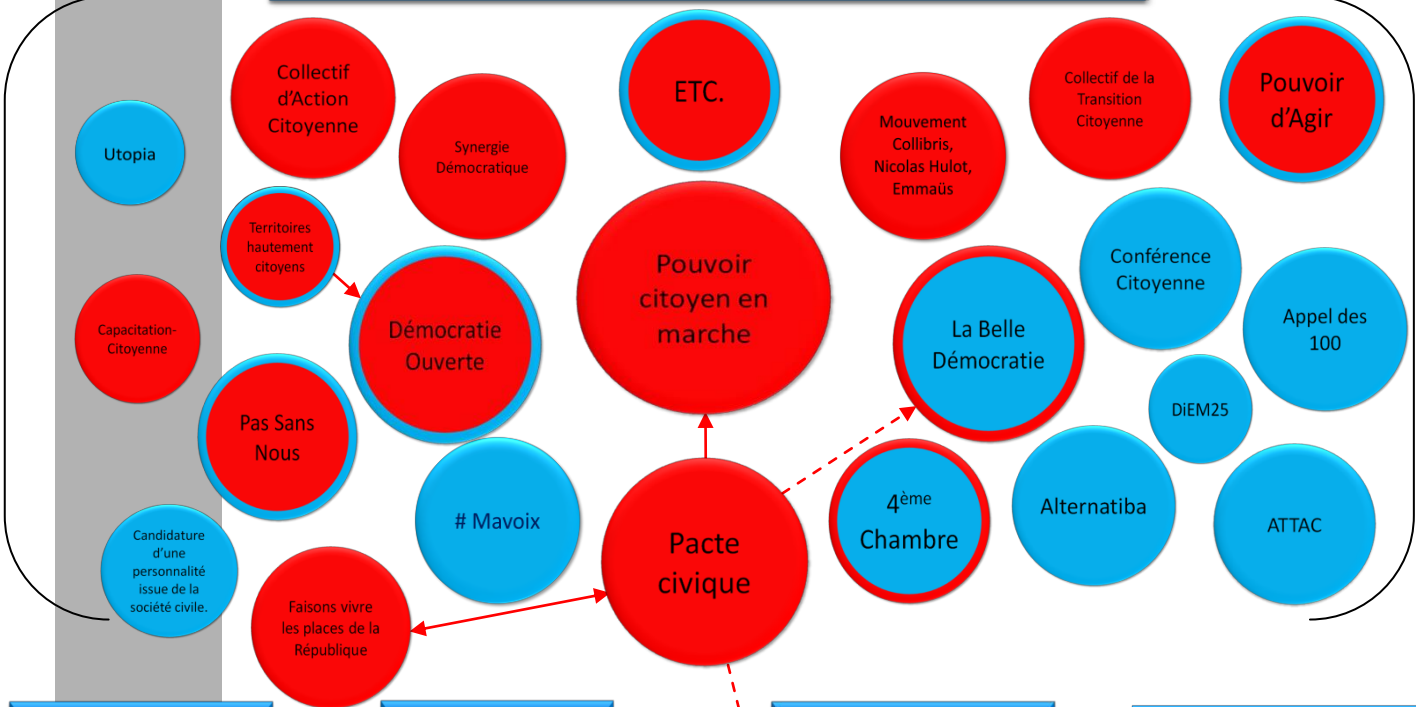


Organismes d'Etat
Approche Cap-2017-Projet
Approche Cap 2017-Programme

Septembre 2016.

# Le nouveau paysage pré-électorale 2017 (schéma provisoire)

## Société Civile-Civique



## Divers

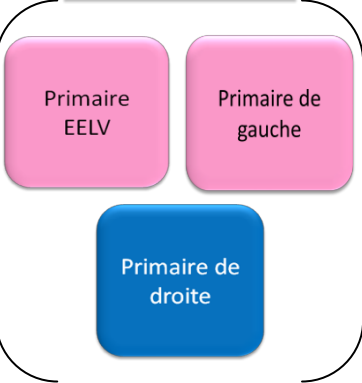
En Marche

Autre candidature (Mélanchon, Le Pen, Dupont-Aignan...)

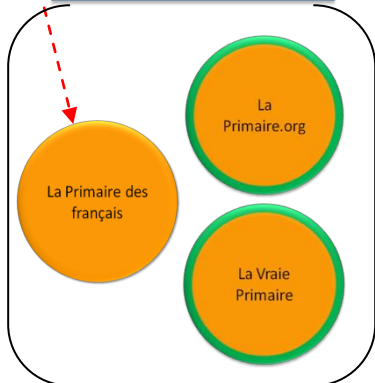
ETC.

France Stratégie

## Partis



## Rassemblement en vue de 2017



## Mouvements Spontanés



## Construction de propositions politiques

